

M. MARTY (*Suisse*). – Madame la Présidente, mesdames, messieurs, mes chers collègues, j'ai appris à connaître Chypre des deux côtés de la ligne verte, grâce au Conseil de l'Europe qui m'avait chargé d'établir un rapport. Des deux côtés de cette ligne, dite étrangement «verte», j'ai rencontré des gens fort charmants et, des deux côtés, une volonté de paix et de vivre ensemble en paix.

Le résultat du 24 avril est certes décevant: je suis tout particulièrement déçu parce que la médiation suisse, dans la dernière phase des pourparlers, n'a pas eu les résultats souhaités. Mais je crois que ce serait preuve de naïveté de croire que ce résultat n'était pas prévisible. Je l'avais prévu – je l'avais dit dans une interview – peut-être parce que je viens d'un pays où le référendum est un instrument politique ordinaire. Le peuple suisse vote chaque année à propos de quinze ou vingt sujets tous différents. Votre classe politique a reçu du peuple de nombreuses leçons d'humilité. Nous avons dû apprendre à accorder du respect aux réponses du peuple. Un respect non seulement formel mais verbal, et ainsi que je l'ai entendu de la part de certains orateurs un respect «substantiel». C'est l'un des éléments fondamentaux de la démocratie directe. Nous avons dû surtout apprendre que le peuple n'entend pas être brusqué. Il veut être convaincu! S'il a quelque doute, il vote «non».

Il est beaucoup plus simple de convaincre le Parlement que le peuple, car le peuple a besoin de temps. Même si le Président de la République de Chypre avait fait campagne pour le «oui», même si la presse du sud de l'île avait été plus ouverte, j'en reste persuadé le résultat du vote aurait quand même été négatif. Car le plan Annan ne pouvait être assimilé en si peu de temps.

Je crois en outre que le «non» du 24 avril n'est pas un «non» définitif. Une politicienne suisse, qui a d'ailleurs siégé ici, faisait remarquer, - c'était après un résultat négatif -, que le peuple n'avait pas dit «non»: il disait seulement qu'il n'était pas encore convaincu de dire «oui». Voilà qui peut expliquer, selon moi, ce qui s'est passé la semaine dernière.

En outre, il faut bien reconnaître que dire «oui» ou dire «non» ne signifiait pas la même chose selon que l'on était d'un côté ou de l'autre de l'île; car l'enjeu du vote était fort différent. Le vote de la partie nord est un vote encourageant, et qui mérite tous nos applaudissements, d'autant qu'il exprime aussi une dynamique irréversible. Le «non» de la partie grecque, je le répète, n'est pas un «non» définitif. On doit l'accepter avec humilité, certes, mais il faut aussi se pencher sur les raisons qui fondent cette réponse.

Je suis foncièrement optimiste. On ne peut pas imposer de solutions au peuple, il nous faut le comprendre. En revanche il nous faut faire en sorte que le peuple se rallie à ces conclusions.

L'histoire de Chypre n'a pas commencé le 24 avril. Auparavant, l'île a connu une histoire au cours de laquelle de grandes puissances ont toujours essayé de jouer un rôle. En fait, elles ont conditionné l'évolution de cette île. L'ensemble du peuple chypriote, je m'en suis rendu compte sur place, possède d'énormes ressources. Je reste absolument persuadé que le 24 avril n'est qu'une étape qui nous rapproche d'une issue favorable. Nous devons seulement avoir un peu plus d'humilité et de patience. (*Applaudissements*)